



a n v

OCTOBRE 1968



- les événements de mai, 2

- restons non violents, 19

- révolution : non-violence ou guérilla, 23

- non-violence et mouvements de libération, 28

- dialogue : réponse à un camarade, 32

- tchécoslovaquie, 38

- contre les pactes militaires, 39

- correspondants locaux, 49

SOMMAIRE

les événements

de mai

En juillet, nous faisons appel, par circulaire, à un certain nombre de nos lecteurs pour faire le point sur le mouvement de mai : leur participation, les comportements qu'ils ont observés, les besoins de structures nouvelles, les modifications de leurs conceptions et convictions et leur attitude face à une reprise éventuelle à la rentrée.

Environ 10 pour cent des gens touchés ont répondu à cette « enquête ».

Pour des raisons financières et faute de place dans la revue, nous ne pouvons tout publier ; nous ne présentons ici que les textes qui nous ont paru caractéristiques ; cependant nous pourrions envisager de ronéotyper une synthèse des autres réponses si certains d'entre vous en manifestaient le désir. De toute façon, ce dossier reste ouvert.

...Lancer des pavés aux flics...

Avant mai, j'ignorais tout de l'anarchisme et ne me posais pas de questions sur la violence.

J'ai participé aux événements de mai. Le 6 mai nous avons manifesté tout l'après-midi, et le soir, vers 9 heures, nous avons été matraqués. Mon mari a été emmené à Beaujon tandis que moi, saignant abondamment, j'étais conduite à une pharmacie qui m'a expédiée à l'hôpital Cochin. Ma réaction ensuite a été de vouloir à tout prix aller aux autres manifestations pour lancer des pavés aux flics, attaquer, me faire tuer au besoin, enfin répondre à ce matraquage. Je ne le pouvais pas car mon mari était revenu de Beaujon avec un traumatisme crânien s'accompagnant d'idées de suicide, de symptômes paranoïaques en plus. Je me suis contentée de la manifestation du 13 mai, de quelques assemblées générales, et, surtout, nous nous sommes informés auprès des divers « groupuscules » pour comprendre quelque chose aux diverses tendances. Ce qui m'a, finalement, fait prendre la résolution de ne jamais appartenir à aucun parti ou groupe politique. L'état de mon mari allant en s'aggravant, nous avons dû partir pour qu'il se repose au calme. La violence ne me posait toujours pas de questions : J'étais toujours aussi furieuse de ne pas pouvoir participer, et d'une manière violente, aux mani-

festations. Lorsque nous sommes revenus à Paris, j'ai tenté de retourner à quelques assemblées générales et commissions, mais je n'y comprenais plus rien, je n'arrivais pas à comprendre ce qui s'était passé en mon absence. J'ai été moi-même malade, et j'ai commencé, pour la première fois, à réfléchir sérieusement sur la violence.

Si, le 6 mai, j'ai été manifester avec les étudiants, c'était que leur révolte me faisait espérer que je m'étais peut-être trompée : qu'il y avait encore de l'espoir en Europe, et que c'était une occasion de faire comprendre à tous ces gens qui ne vivent que pour gagner du fric en faisant un travail dont ils se foutent et qui les use jusqu'à l'âge de la retraite que la vie c'était quelque chose qui valait le coup, qu'il fallait la prendre et en jouir au maximum et comme on l'entend, au lieu de la laisser distiller goutte à goutte dans les carcans de la société.

Le mouvement a été pour moi un mouvement d'amour : enfin on était ensemble, on marchait ensemble, on criait ensemble, on se serrait ensemble — quant aux « C.R.S. », c'étaient des choses noires et pas belles qui ne ressemblaient pas du tout à des hommes. L'occupation de la Sorbonne a été le moment culminant de ce dévouement d'amour — on voyait même des J.C.R. parler avec des types d'Occident. Aux assemblées, chacun avait la parole, il n'y avait plus de « droit », et cependant, plus on prenait ses aises et plus on se sentait comme les autres, solidaire des autres. On était libre et tout semblait possible. On ne se disait plus : l'idéal ce serait tel comportement, ou bien encore on ne posait pas à l'avance un idéal de « structures », mais tout se créait au fur et à mesure et l'on sentait que cela prendrait beaucoup de temps, mais qu'il fallait être patient, se libérer de tout idéal, car tout idéal est dogmatique, mais écouter et proposer au fur et à mesure que le mouvement avançait. Comportements et structures se créaient peu à peu, il ne fallait rien précipiter ni établir d'avance, seulement se laisser aller en faisant cependant attention de demeurer toujours aussi libre et spontané.

Avant les événements de mai, je ne m'intéressais guère qu'à Cuba. Je savais qu'il y avait des gens qui se disaient « anarchistes » mais je ne savais pas du tout ce que cela signifiait — un peu exotique et vieillot — j'ignorais même les marmites de Ravachol.

Lorsque, au cours de notre espèce d'enquête auprès des différents « groupuscules », nous avons rencontré des anarchistes, j'ai été « séduite », « séduite » est le mot car j'en étais arrivée, à force d'entendre tant de théories toutes aussi logiques, sincères et sûres d'elles-mêmes les unes que les autres, à me fier plutôt à la façon dont le type me parlait et parlait des autres groupes plutôt qu'à ce qu'il me disait ! J'ai alors décidé de lire des bouquins sur l'anarchisme.

Et puis aussi j'ai commencé à me demander alors si l'esprit, le sens du mouvement de mai et ce qui me plaisait en lui n'étaient pas fondamentalement, essentiellement anarchistes, et cela, je le pense encore.

Quant à la non-violence, bien que membre du Service Civil International, cela ne m'intéressait pas du tout avant. Cependant, au moment de la crise de mon mari, le jour le plus dramatique, je me suis mise à penser brutalement que le seul absolu possible vers lequel on peut tendre ne pouvait être que l'amour et que ce qu'il demandait était incompréhensible et surtout imprévisible. C'en était désespérant, et le jour d'après, je ne voulais plus y penser. Ce n'est qu'à mon retour que j'ai fait la relation amour-non-violence-anarchie. Et j'ai essayé de penser qu'il pouvait être possible de se promettre de ne jamais user de violence tout en s'engageant comme on en a envie.

Je souhaite faire quelque chose pour le mouvement de mai s'il reprend en octobre. Mais je ne sais pas quoi : si j'allais dans une manifestation, cela ne servirait à rien que je dise aux manifestants de ne pas lancer de pavés sur les flics. Seule, je ne peux rien faire dans une manifestation violente et j'en suis complice. Cela me semble même difficile de participer à un comité d'action où j'aurais à distribuer des tracts disant « les manifestants ont raison, allez vous joindre à eux ».

Il me semble qu'il faudrait une action parallèle à l'action violente, une action qui vise les mêmes fins mais par d'autres moyens et qui réussisse à entraîner peu à peu les gens.

C. P.

...si un noyau de non-violents avait existé...

Etant étudiant, j'ai bien sûr participé aux événements du mois de mai, puis à ceux du festival d'Avignon au mois d'août.

Mois de mai.

● Participation à l'occupation du Collège littéraire universitaire d'Avignon (annexe de la faculté d'Aix) jusqu'à la fin de la grève de la S.N.C.F., qui s'est traduite par :

— l'ouverture de l'amphithéâtre à tous, avec organisation de tribunes libres.

— des contacts plus directs avec les ouvriers, lors du remassage des ordures ménagères avec les boueux grévistes « au service de la population ».

— le ravitaillement de certaines usines ou entreprises en grève (Pechiney, Ferroviaire) en pommes de terre distribuées gratuitement par les paysans de Châteaurenard.

— la visite d'un comité d'occupation (C.G.T.) de la Ferroviaire, qui a montré clairement la différence de mentalité qui peut exister entre le « militant de base » et le « bonze syndical ».

— l'ébauche de création d'un comité de liaison entre grévistes sur le plan départemental.

● Les communications rétablies, j'ai pu me rendre à mon lieu de travail habituel, la faculté des sciences de Marseille, où, contrairement à Avignon, le rôle des étudiants était déterminant. J'ai assisté et participé :

à des assemblées générales, à la commission « pédagogie », à des discussions lors de débats ou bien par petits groupes, au comité de grève C.A.P.E.S. agrég. (en particulier j'ai pris part à des piquets de grève).

Mois d'août.

Habitant très près d'Avignon, j'ai pu prendre part ou assister aux discussions, improvisations et manifestations qui ont pu avoir lieu.

Si dans le Sud-Est les C.R.S. ne s'étaient jamais montrés en mai (ce qui fait que ce mois a été très calme), l'arrivée d'une bonne centaine de jeunes Parisiens (que la presse baptisa les « contestataires ») nous a permis de les voir arriver armés au grand complet.

Comportements

Je ne crois pas que ce mouvement ait été révélateur de comportements nouveaux, du moins dans la région. Il est certain que de nombreux individus ont pu se comporter d'une façon nouvelle, mais dans l'ensemble je n'ai pas remarqué de choses réellement « neuves ».

A Avignon, les étudiants, très peu nombreux, ont dû manifester avec les centrales syndicales ouvrières et enseignantes, le maire d'Avignon, les députés du département et les groupements politiques de gauche ; manifestations tellement intégrées que je n'y ai pas participé et n'en ai aucun regret.

A Marseille, la seule manifestation à laquelle j'ai participé (le 13 mai) était également dans ce style, mais d'autres furent plus originales. Le système d'organisation des comités de grève et d'occupation ne m'a pas semblé être quelque chose de très nouveau. Ce qui est intéressant de noter, c'est sa généralisation et le rôle des non-

syndiqués. Dans les usines l'autogestion ne m'a paru que rarement et partiellement réalisée sauf pendant une courte période à Nantes. Le nombre de participants actifs est resté toujours réduit, surtout dans les facultés. La grève — ou plutôt le boycottage — des concours par les étudiants me paraît être assez nouvelle et a désarmé les « autorités » au moins au début, ce que très peu d'enseignants ont compris.

● Par contre, le besoin de structures nouvelles s'est exprimé à tous les niveaux, les modifications de structures passant bien avant les revendications salariales, ce qui est assez inhabituel.

1) Dans les établissements scolaires, le besoin de gestion de ces derniers par les seuls utilisateurs (étudiants, personnel technique, assistants, professeurs) se traduit par la formation d'assemblées illégales (assemblées constituantes des facultés par exemple) prenant des décisions notamment sur les travaux réalisés en commissions (élaboration de nouvelles structures de gestion, méthodes pédagogiques nouvelles, etc.) ;

2) Dans les usines, prise en charge de ces dernières par les comités de grève ;

3) Lors du festival, la nécessité de rendre accessible le théâtre aux travailleurs a été mise en évidence par plusieurs troupes et surtout par le Living Theatre à Avignon.

Mes convictions n'ont pas, dans leur ensemble, été notablement modifiées.

a) En ce qui concerne l'anarchisme, ces dernières ont été renforcées, le rôle des partis politiques et des syndicats, intégrés, ayant été clairement montré. Seul le P.S.U. a pris parti pour les étudiants pour... récupérer leurs voix. D'ailleurs de nombreuses expériences et discussions qui ont eu lieu lors de ces événements furent libertaires. Le rôle des élections n'a pas été dénoncé, pour une fois, par les seuls anarchistes... Revendication de l'autogestion...

b) En ce qui concerne la violence, il est certain que les premières manifestations et barricades amenèrent une prise de conscience face aux brutalités policières qu'elles révélèrent et beaucoup de gens approuvèrent. Mais ce phénomène se répéta si régulièrement qu'il y eut rupture entre manifestants et population.

c) En ce qui concerne la non-violence, je persiste à croire que c'est une « technique » à préférer aux méthodes violentes, sous toutes leurs formes pour les raisons suivantes :

Une manifestation non violente suffisamment engagée peut déclencher une prise de conscience peut-être aussi importante que les barricades de mal.

Elle évite la rupture entre manifestants et observateurs. L'inconvénient, c'est qu'elle nécessite une préparation : on se défend violemment instinctivement. Le comportement non violent s'acquiert par la réflexion et l'entraînement.

d) **La révolution** me paraît de plus en plus difficile à réaliser lorsque je pense :

à la force matérielle et psychologique (radio, presse) que détient le gouvernement ;

à la complexité de l'économie, surtout de l'industrie, qui rendrait l'autogestion certainement difficile à réaliser, le problème des liaisons entre entreprises et celui des marchés étant essentiels ; à la présence de couches moyennes importantes (petits commerçants, fonctionnaires aisés) pas du tout favorables à de tels changements.

Si le mouvement reprend, je m'y associerai et participerai, comme aux mois de mai-juin-août, à tout ce qui me convient. Participer directement à une action violente me paraît exclu, mais il y a toujours des possibilités de travailler à un mouvement sans utiliser la violence.

Il serait cependant souhaitable d'établir une liaison entre non-violents désireux de participer à un mouvement révolutionnaire afin d'essayer de réaliser des actions plus spécifiquement non violentes. En mai, je me suis trouvé « noyé » parmi des gens n'ayant aucune confiance en la non-violence et n'ai pu qu'accepter leurs propositions dans la mesure où elles me convenaient.

Si un noyau de non-violents avait existé, une action aurait été possible. Ainsi au festival d'Avignon, les groupes parisiens (appelés contestataires dans la presse) ont fini par adopter les techniques non violentes, sous l'impulsion des gars du Living Theatre bien qu'au début ils aient été opposés à de telles formes d'action. Mais pour qu'une action non violente puisse intéresser des violents « sincères » encore faut-il que les actions que nous proposons soient suffisamment engagées. Peut-être jugent-ils les non-violents seulement d'après ceux qui sont trop soucieux de la légalité comme il en existe. Beaucoup de ces derniers d'ailleurs, me semble-t-il, ont refusé de participer aux événements, ne voyant que les barricades et les dégradations de tout ordre.

Il est regrettable que l'organisation de groupes d'action non violente ébauchée à Aix, il y a deux ans, n'ait pu se poursuivre et ait été abandonnée. Ils auraient pu constituer des noyaux autour desquels auraient pu s'agglomérer peut-être de nombreuses personnes.

...trouver un détonateur non violent...

Nous avons, ma femme et moi, participé aux événements de mai en tant qu'instituteurs syndicalistes grévistes. Nous avons ainsi participé à de nombreuses réunions, non seulement d'enseignants, mais aussi d'étudiants et d'ouvriers à Caen.

Ce mouvement nous a surpris et enthousiasmés, par son ampleur, sa force et par la façon dont la société fut totalement remise en question par les étudiants. Nous ne pensions pas qu'il y eût de telles potentialités dans la jeunesse. Malheureusement, si les étudiants en vinrent rapidement à poser le problème de l'autogestion et à agir pour la mettre en pratique, il n'en fut pas de même chez les ouvriers et chez les instituteurs en général. Au lieu de s'orienter vers la grève gestionnaire, on s'en tint à une attitude contestataire et négative dont les appareils et M. Séguy ne purent que se réjouir après avoir tout fait, évidemment, pour obtenir ce résultat.

Malgré tout, je pense que l'aspiration à un changement total, à la dignité humaine, était générale, mais devant l'absence totale d'éducation syndicaliste, les travailleurs n'ont pas eu le temps de prendre conscience de ce qu'ils voulaient réellement. Quand ils commencèrent à en prendre conscience, il était trop tard ; les bureaucrates avaient tout repris en main...

Les événements de mai n'ont donc fait que confirmer ce que nous pensions déjà, à savoir qu'une révolution ne s'improvise pas ; elle se prépare. En ce sens d'ailleurs, ce qui s'est passé a été positif, car il s'est créé une sensibilisation aux problèmes de la construction révolutionnaire dont nous aurons à profiter pour essayer d'entreprendre cette éducation qui, comme en 36, a terriblement manqué. Quant à la violence, si les manifestations qui la susciterent servirent, comme il a été dit, de détonateur au mouvement, elles furent impuissantes, évidemment, à promouvoir les capacités gestionnaires et administratives des travailleurs. La prise en main de ses propres affaires n'a rien à voir avec la violence, et la grève générale gestionnaire me semble essentiellement non violente. Il resterait à trouver un « détonateur » non violent. La tâche est rendue encore plus difficile par la bureaucratisation des organisations ouvrières qui ne feront rien, bien au contraire, pour déclencher un mouvement général. Alors, la question reste posée.

Mais, de toute façon, le travail d'éducation à entreprendre me paraît être encore la meilleure action à la fois anarchiste et non violente.

J.-P. B.

...une synthèse de toutes les aspirations...

A aucun moment il ne m'a semblé possible de ne pas participer aux événements de mai, par contre dès le début, je me suis demandé de quelle manière le faire. Après avoir hésité à monter à Paris où il semblait que tout allait se jouer, j'ai pensé qu'il était plus utile d'essayer de le faire dans, autour et avec son entourage immédiat.

Dans la pratique, cela s'est traduit par une succession de petits faits sans retentissement important, mais bien adaptés à l'échelle d'un individu isolé puisqu'il ne m'était pas possible d'agir dans mon milieu professionnel.

Seule exception, dans les tout premiers jours de mai, à l'occasion d'une réunion A.N.V. élargie, nous avons décidé de nous munir de deux magnétophones et d'interpeller les gens en leur demandant leur point de vue sur « les barricades ». Le magnétophone était le prétexte pour provoquer le dialogue sur la voie publique, nous avons assez bien réussi et pendant deux ou trois heures nous avons provoqué un attroupement où nous étions les animateurs d'une sorte de tribune libre improvisée.

En dehors de cette action spécifique :

- Explication de la grève des enseignants et des problèmes de l'enseignement dans le cadre de l'association des parents d'élèves.*
- Contacts avec le comité d'action culturel d'Aix.*
- Contacts et participation à un comité d'action révolutionnaire qui fut très éphémère et assez stérile car noyauté par les J.C.R.*
- Lancement d'une tribune libre permanente d'abord, bihebdomadaire ensuite qui s'est terminée par lassitude des participants.*
- Présence aux manifestations importantes (deux à Toulon).*

Il me semble, si on se réfère quelque peu à l'histoire sociale et révolutionnaire, qu'il n'y a pas eu autant de formes d'actions originales que ce qu'on a bien pu dire et écrire. Par contre, au niveau de l'état d'esprit, bien que la stimulation soit partie d'une petite minorité agissante, il apparaît une prise de conscience assez révolutionnaire et étendue de quantité d'individus considérés habituellement comme amorphes. Un certain carcan de barrières mentales a pu sauter pendant quelques jours se traduisant par

— la contestation globale de toutes les formes d'aliénation depuis l'exploitation économique jusqu'au niveau des comportements individuels en passant par les problèmes de récupération.

Cela me paraît réellement nouveau et en tout cas très positif ; dans l'action s'est créée une synthèse des aspirations marxistes, anarchistes, situationnistes, surréalistes, etc., amenant un climat de « fête révolutionnaire » qui a rompu les frontières de l'individu et des étiquettes et a rendu possible un dialogue permanent positif (voir compte rendu de certaines commissions de travail et en particulier celle du C.A. « Nous sommes en marche »).

Mes conceptions et convictions n'ont pas été vraiment modifiées, mais plutôt complétées et enrichies en particulier sur :

- les possibilités des minorités agissantes que je sous-estimais ;*
- la nécessité de radicaliser les positions et actions pour avoir une audience ;*
- la nécessité de trouver des formes d'action originales, actives, radicales et non violentes afin de pouvoir sortir de l'alternative violence active-non-violence passive.*

Le mouvement de mai a bénéficié de l'effet de surprise, il peut en être difficilement de même dans l'avenir. L'organisation de la répression, le regroupement des forces réactionnaires autour du gaullisme, le jeu du P.C., ainsi que la situation internationale rendent peu plausible et très utopique la vision d'une révolution réussissant en France.

Par contre, il me semble que nous devons participer partout où cela est possible aux mouvements de contestation et y proposer des formes d'action telles que la désobéissance civile. Il me paraît souhaitable également d'améliorer notre coordination et d'envisager éventuellement des actions en tant que groupe et pour cela de nous regrouper dans un lieu pour une action spécifique lors d'événements graves.

M. V.

...spontanéité...

Je passerai rapidement sur les raisons de ma non-participation aux événements de mai dernier. J'y ai été contraint par ma situation géographique et professionnelle. En un sens cette abstention m'a été désagréable du fait qu'ayant « prêché » pendant de nombreuses années dans le sens qu'a en partie pris ce mouvement, je n'ai pu y être associé sur le moment. D'un côté, j'ai pu suivre plus objectivement le déroulement des événements puisque n'y étant pas impliqué directement.

Je crois que la violence de fait qui a sévi dans l'action en mai doit être non seulement acceptée comme normale mais encore comme positive malgré ses erreurs tactiques (manque de préparation, manque de ligne de direction chez les initiateurs, etc.) ne serait-ce que par la découverte chez tout un chacun de sa force propre et de la faiblesse d'un pouvoir qui se veut représentatif et fort, mais qui en est réduit à la répression violente et incontrôlée plutôt qu'à toute autre méthode de riposte ou d'adaptation. Répression encore aggravée du fait de l'inadaptation de ce pouvoir à la forme inhabituelle, spontanée et non aménagée aux formes classiques des encadrements politiques et syndicaux d'opposition et de contestation connus, tolérés et ainsi récupérés en permanence et en totalité.

Le plus grave danger qui pourrait en résulter serait, à mon avis, la réédition systématique et à priori (la théorisation en fait) de ces mêmes tactiques dans les actions prochaines qui ne devraient pas tarder à réapparaître. On peut considérer les moyens d'action utilisés en mai comme une nécessité historique du moment, comme la résultante et le prolongement logique d'un système de pensée conformiste, figé par l'habitude, le manque d'imagination dû au conditionnement mental des acteurs et à leur intégration consciente ou non dans le système régnant.

Les attitudes diverses apparues dans le cadre de ce mouvement ne me semblent pas une condamnation de la non-violence qui reste à mon sens valable pour ceux qui y sont préparés et décidés et souhaitable dans le cas d'une éventuelle action originale due à leur initiative. Par contre, la riposte non violente aux actes du pouvoir me paraît irréaliste et illusoire, voire impossible à pratiquer devant la forme même des forces de répression. Vaut-il mieux alors s'abstenir? Là je ne réponds pas, du moins pas encore mais la question reste sérieuse et pressante. Elle devrait être soulevée et résolue par ceux qui, comme nous, se réclament de la non-violence.

En mai, quelques-uns d'entre nous se sont laissés aller au gré du mouvement au nom de la spontanéité (plutôt d'ailleurs au nom de rien, mais parce que traumatisés par leur inactivité habituelle), or la spontanéité ne peut se révéler bénéfique et positive que comme prolongement pratique de nos acquis individuels indispensables en tant qu'engagés permanents dans la contestation. A ce niveau, elle pourra apparaître comme une nécessité vitale chez l'être sain et désireux de mettre enfin sa vie au diapason de ses idées, et deviendra la seule issue logique faute de quoi les notions théoriques emmagasinées deviendront objets de musée, cadavres.

Elle sera ou deviendra synonyme de vie car remise en question permanente et dépassement inconscient de l'héritage de la velle

même si celui-ci nous semblait logique jusqu'alors. Elle nécessitera donc une volonté de vie réelle et effective, un souci de participation. Elle devra résulter d'une recherche intellectuelle quotidienne et devenir le tâtonnement expérimental du moment.

Pour moi, les événements de mai ne se sont donc en rien posés au niveau des principes : non-violence — révolution — anarchisme, etc., mais bien à celui des comportements et seulement à celui-ci.

L.G.

...la commune contre la province...

Je n'ai pas participé à cause d'un voyage à l'étranger.

Je pense que ce mouvement a été révélateur de comportements nouveaux. De la solidarité, en particulier, mais attention : à Paris et dans les grands centres seulement. J'ai passé en voiture dans la province, pour me rendre au tunnel du Mont-Blanc. Nous avons été frappés (nous venions de Paris, d'un Paris révolutionnaire mais aussi sans essence, sans usines qui tournent) par le fait qu'en province les pompistes ne se sentaient aucunement concernés et que les usines tournaient comme à l'accoutumée. Il faut comprendre que la province, sauf les grandes villes et les grandes usines, se désolidarisait totalement de ce mouvement qui, non seulement ne la « concernait » pas, mais qui, dès le départ, lui faisait peur. C'était la Commune, seule, contre la province ralliée toute à M. Thiers.

Donc, solidarité, oui, mais réduite à ceux seuls qui étaient concernés (la minorité de la France, d'où ces élections de peur, ce scrutin gaulliste).

Comportements nouveaux : les étudiants entraînant les travailleurs, leur demandant de débrayer — parce que les étudiants avaient besoin des travailleurs. Qu'apportaient les étudiants en échange ? Je ne sais. Peut-être ont-ils secoué l'apathie des travailleurs. Oui.

Mais sans plus.

Comportements anciens : la violence venant de la police, d'abord. La politisation de ce mouvement spontané : la gauche restant fidèle à sa politique « made in III^e République ». Autre comportement ancien : celui des syndicats et leur réveil tardif.

Besoin de structures nouvelles : Oul. Déclaration de la faillite syndicale, les syndicats sont morts. Les partis dits de gauche sont morts. Alors ? Une nouvelle gauche ? De nouveaux syndicats — des syndicats à l'esprit rénové, plutôt ? Ce serait bien nécessaire.

Structures nouvelles, oui : mais, tant que ceux qui ont besoin d'un monde meilleur ne sauront pas que, pour faire une révolution (violente ou non violente), il est nécessaire d'avoir un programme économique d'abord, social ensuite, qui soit à proposer, à appliquer sitôt le premier pavé lancé (ou la première grenade lancée par les flics), alors, tant que cela ne sera pas, nous ferons, vainement, la fausse révolution. La révolte n'est pas la révolution. La révolution sous-entend un programme (économique d'abord, j'y insiste très fortement) applicable de suite. Toutes nos révoltes me font penser à Sisyphe roulant sa pierre, sans cesse, encore et toujours, et inutilement. C'est bien un mythe. Contester est une chose fort utile, car contester évite de faire la sieste. Contester n'est pas tout. C'est construire qu'il faut, après avoir contesté. Après la révolte, la révolution.

Mes conceptions sur :

— l'anarchisme : inchangées. Sauf que Marcuse est à méditer autant que Stirner ou que Bakounine. Méditer est une phase, agir est une autre phase nécessaire

— la violence : inchangées. Elle est plus active que la non-violence, en ce sens que l'instinct bestial que nous avons tous (l'instinct du type qui applaudit à la mise à mort d'un taureau) soulève plus les gens que la non-violence.

— la non-violence : inchangées. La non-violence reste l'arme d'une élite. Je ne sais si je fais partie de l'élite !... Car enfin, tout le monde (et je suis tout le monde) n'a pas la force explosive, ni l'éducation, de la non-violence. On ne s'improvise pas tellement non violent. On le devient, par une force intérieure immense. Et cette force, je crains que tous nous ne la possédions pas.

— la révolution : inchangées. Voir plus haut ma distinction (personnelle et toute gratuite quant aux termes empruntés, mais qui répond à ce que je pense, à ce que je sens) entre révolution et seulement révolte. J'ajouterai — et c'est bien le plus triste de ma lettre — que je crains que (même si le monde ne peut plus être absolument comme avant les événements de mai, même si un effort de contestation permanente est fait très légèrement par quelques-uns) pour la majorité des gens qui se sentaient concernés en mai, petit à petit, les vacances aidant, la révolution ne fasse que reculer devant le besoin de confort moral et social. Je crains que l'on s'endorme. Je crains que l'étudiant, après avoir acquis une situation

de cadre, oublié. Je crains qu'un jour prochain d'anciens étudiants ne se retrouvent et qu'ils n'évoquent leurs souvenirs d'antan, leurs souvenirs des barricades, en se disant : « Dis donc, tu te souviens... Que nous étions jeunes à l'époque ! » Je crains que le travailleur, lui aussi, n'évoque ses souvenirs — comme mon père évoquait, avec ses amis du même âge, leurs souvenirs communs de la guerre 14-18.

Je crains ce qui s'est passé après la période de grèves des années qui suivirent la Seconde Guerre Mondiale : aux premières grèves, tous en étaient. On faisait grève de façon illimitée. On luttait, ensemble, et tous. On faisait grève souvent, même. Et puis, un jour, durant cette fameuse IV^e République, les copains, petit à petit, en eurent marre, de faire grève. Alors, les grèves furent plus courtes et moins suivies. Et puis, un jour, toujours sous la IV^e, on ne fit plus grève. On retrouva son confort. Moral comme matériel. On était fatigué de revendiquer. Alors on n'a plus revendiqué. Et de ça, de cette fatigue, de cette désaffection, j'en ai une peur bleue.

J.M.

...j'ai eu peur du chômage...

Je n'ai pas participé aux événements de mai, le chantier où je me trouvais, Grenoble, fonctionnait, et refuser de travailler durant cette période m'aurait valu le licenciement sous un prétexte quelconque : l'année dernière, j'ai été en chômage — j'ai eu peur du chômage.

Mais si la grève avait continué j'aurais fait la grève, car au bout de deux mois de grève, la guerre civile, à mon avis, aurait débuté. Je crois que la nouvelle génération sent en elle un besoin de sécurité, de justice, d'égalité ; en un mot, elle souhaite que le soleil brille pour tout le monde, et non pour quelques privilégiés.

Je ne sais pas si un jour une société libertaire se créera, il est possible que cela n'arrive jamais, mais ce que je sais, c'est qu'il est possible de la créer.

Nous avons eu raison d'écrire dans « Quelques données fondamentales » : « De toute façon devant le gigantisme actuel des forces répressives et la mise en condition psychologique, la violence insurrectionnelle paraît impuissante... » Il me semble que les événements de mai ont donné raison à ce paragraphe.

Je crois que pour celui qui désire œuvrer pour un socialisme qui soit au service de l'individu, l'action non violente est l'unique moyen d'y parvenir.

Certes la révolution est nécessaire, mais en employant des moyens non sanglants, en respectant la vie de l'adversaire et, si nous gagnons, en sauvegardant sa dignité d'homme.

Je ne pense pas que « le mouvement se continue et qu'il puisse reprendre prochainement avec vigueur ». A Grenoble, lorsque nous faisons des retouches à la cité olympique, il nous arrivait de travailler dans des appartements déjà habités, tous les gens avec qui nous bavardions ont subi la grève, mais trouvaient qu'elle ne servait pas à grand-chose. Sur le chantier de Marseille où je me trouve, les ouvriers qui ont fait grève (maçons, électriciens, plombiers, etc.) regrettent car ils ne peuvent pas prendre de congés, et lorsque je leur demande s'ils sont prêts à refaire la même chose dans quelques mois, ils me demandent si je rigole ou quoi...

Donc s'il y avait un essai de reprise du mouvement, ce ne serait que le fait d'étudiants et de quelques minorités révolutionnaires. Je doute fort que les syndicats et les ouvriers recommencent...

R. N.

...individualiste libertaire...

J'ai participé aux événements de mai à la Faculté des sciences de Marseille, c'est-à-dire quasiment rien fait.

Etant individualiste libertaire, je me suis posé la question de la participation ; en fait, j'ai suivi uniquement pour faire de la propagande, mais sans croire à une issue valable. De plus, j'ai voulu voir, et je suis monté à Paris pour cela, le déroulement d'une « révolution ». Ce que j'ai vu m'a confirmé dans mes appréhensions.

Par contre, j'ai beaucoup apprécié les mobiles inconscients ou à demi conscients du mouvement car je pense que la société actuelle doit obligatoirement provoquer des explosions contre son étouffement (ce qui me fait penser que l'individualisme doit se développer puis rester parallèle aux structures oppressives).

P. J.

...discussion à partir du drapeau noir...

Ma participation aux «événements» a été fonction à la fois de mon engagement antérieur et de ma situation géographique.

En effet, depuis de nombreuses années, je travaille dans le cadre de l'U.N.E.F., d'une part, et dans les milieux libertaires, d'autre part.

J'ai donc été tout naturellement conduit à agir en mai et juin dans le cadre du mouvement étudiant tout en restant en contact le plus fréquemment possible avec les autres anarchistes limougeaux (nous avons eu pendant les mois de mai et juin des réunions hebdomadaires du groupe libertaire et nous nous retrouvions souvent dans la semaine à des manifestations, réunions, etc.).

Le fait que je sois à Limoges, où tout a été calme, où les étudiants n'ont démarré que trois semaines après Paris, où il n'y a pas eu de flics et donc pas de troubles, a contribué à rendre mon activité très différente de ce qu'elle aurait pu être à Paris.

Pratiquement, le mouvement a permis un regain très net d'importance et d'influence de l'U.N.E.F. à Limoges ; l'A.G.E.L. périssait depuis de nombreuses années, et à la faveur du mouvement de mai a pu retrouver une audience et une activité longtemps en sommeil : que les examens n'aient pu avoir lieu malgré la volonté de l'administration et des enseignants de les faire passer est une victoire pour nous (Limoges compte peu d'étudiants, 3.000 environ, pour 120.000 habitants). Surtout, nous avons pu défendre, ce que nous n'aurions jamais osé faire avant, des positions révolutionnaires dans le cadre de l'U.N.E.F., en disant clairement que notre but, au-delà de la réforme de l'université, était avant tout le changement de société et la lutte contre la société capitaliste. L'ambiance « révolutionnaire » aidant, nous avons pu entrer en contact avec beaucoup de personnes qui n'auraient pas été réceptives dans une autre situation, mais qui, en fonction des événements, cherchaient à comprendre. J'ai ainsi pu expliquer à des étudiants, mais aussi à des ouvriers ou des enseignants ce qu'est l'anarchisme (j'ai participé aux manifestations du 13 mai et du 1^{er} juin avec un drapeau noir, et beaucoup de personnes ont entamé la discussion à partir de cette question du drapeau). C'est par exemple moi qui ai rédigé un tract concernant les élections, au nom de l'A.G.E.L. ; j'ai présenté un débat organisé sur ce thème et je n'ai pas manqué de me présenter comme anarchiste (...).

Actuellement, depuis un mois environ, un comité ouvriers-étudiants a commencé à fonctionner. Pour l'instant, c'est assez limité mais je crois que c'est une forme d'organisation qui peut être très intéressante ; d'ailleurs elle fait déjà peur puisque j'ai été « interviewé » à ce sujet par les Renseignements généraux où j'ai été menacé d'être déplacé de Limoges si je continuais à « me mettre en vedette ». On retrouve dans ce comité ouvriers-étudiants la plupart des militants du groupe libertaire (ouvriers et étudiants), des gens du P.S.U. et quelques autres sans appartenance politique précise, mais écœurés par l'attitude de la C.G.T. et du P.C. au cours des événements.

L'existence de ce comité me semble bien illustrer une des premières leçons que je tire des événements que nous venons de vivre : la possibilité de collaborer sur des points précis avec des gens qui ne sont pas anarchistes mais peuvent être d'accord pour agir dans une large mesure avec nous.

Ce ne me semble pas être propre au plan local ; à Paris, bien sûr, le meilleur exemple en est le 22 mars, où la J.C.R. collaborait avec les anars et ensuite les très nombreux comités de base ou comités de quartier, où l'étiquette importait peu. Je crois qu'un accord assez large peut se faire entre les « groupuscules », surtout à la base (à Limoges, un ouvrier du P.C.M.L.F. travaille régulièrement avec nous).

Je n'en veux pour preuve que la déclaration de Murry, publiée dans « Le Monde » il y a un mois environ, où il expliquait que le mouvement de mai avait montré la caducité de la conception du parti, avant-garde de la classe ouvrière, et qu'on avait constaté au contraire que la spontanéité révolutionnaire était bien préférable, qu'il s'agissait donc avant tout de fédérer les groupes de base. Pour moi, bien qu'évidemment cette déclaration ne puisse être qualifiée d'anarchiste, je considère qu'elle en recouvre un des aspects et que je peux donc travailler avec des gars professant ce point de vue.

La seconde leçon des événements concerne l'action anarchiste : il m'apparaît encore bien plus nettement qu'avant que si nous voulons avoir une action efficace nous devons agir dans le cadre des organisations syndicales existantes et utiliser toutes les possibilités qui nous sont offertes d'exposer notre point de vue (réunions, débats, etc.) sans nous replier sur nous-mêmes et chercher à agir par l'intermédiaire d'une organisation anarchiste quelconque. L'organisation anarchiste doit être à usage interne (rencontres pour échanger des points de vue et des expériences différentes et dégager certaines conclusions), mais ne pas être utilisée pour élargir notre audience ; ainsi à Limoges, l'expérience que nous avons tentée et qui consistait à mettre sur pied un « Cercle d'études sociales Proudhon » a été

un échec dans la mesure où les conférences et les débats que nous avons organisés n'ont attiré que très peu de personnes, alors que par notre activité de mai et juin, nous en avons touché beaucoup plus, et plus profondément.

Je crois que notre tâche maintenant est de travailler dans le cadre des groupes de base formés un peu partout (à Limoges, comité ouvriers-étudiants) dans lesquels nous pourrions avoir une action tendant à faire prendre conscience aux gens de l'aliénation dont ils sont l'objet et où nous pourrions populariser les idées-forces qui sont les nôtres et qui sont revenues au premier plan de l'actualité, que ce soit la lutte contre l'autoritarisme sous toutes ses formes, la grève générale (que l'on tendait à présenter comme périmée et impossible de nos jours), etc. ; le terrain est d'autant plus favorable qu'il y a une certaine frange de syndicalistes ou d'autres individus qui ont été éceurés par l'attitude du P.C. et de la C.G.T. Il s'agit pour nous d'exploiter ce mécontentement.

Le problème de la violence m'était toujours apparu, et m'apparaît encore plus aujourd'hui, comme un peu secondaire, bien qu'il me semble logiquement qu'il soit impossible d'établir par la violence une société libertaire. Mais dans la mesure où elle n'est pas choisie par les révolutionnaires, et où elle est imposée par le pouvoir, qui découvre ainsi sa nature répressive, il me paraît assez difficile de réagir autrement. Bien sûr, l'idéal serait que puissent être mises au point des techniques non violentes de résistance à la répression, mais cela me paraît difficile à établir et surtout à faire mettre en pratique par une masse non avertie.

Je signale au passage que si je suis objecteur de conscience, c'est plus parce que l'armée représente le lieu d'élection de l'autorité hiérarchisée et de la réification de l'homme (réduit à l'état de machine), et parce que c'est le moyen qui permet à l'Etat d'exister, que pour mes convictions non violentes, qui ne sont malgré tout pas absentes.

J.-F. P.

restons non violents

Les événements de ces derniers mois, mai-juin 1968, la révolte des étudiants dans les nombreux pays du monde entier et la grève générale qui explosa en France plus particulièrement ont remis la non-violence à l'ordre du jour. Certes, parmi les partisans de cette non-violence, certains ont été durement secoués par la résistance et l'action d'étudiants et d'ouvriers venus les rejoindre, ce qui amena ces non-violents à revoir leur position.

Rien de plus logique, rien de plus naturel. Dans pareille situation, les idées bouillonnent, les consciences ont besoin de s'éclairer. Des revirements, des mises au point de l'idéologie s'ensuivent. Pour certains non-violents, leur tactique de résistance ou de lutte non violente contre les forces d'autorité fut remise en question. Elle le serait à moins, il faut le reconnaître en toute objectivité. Mais dans l'entre-temps, les événements furent tragiques.

Faisons le point.

L'escalade de la violence est due à la provocation des services d'ordre du gouvernement.

Il n'y a là rien d'anormal. Non-violents, nous savons que tous les Etats de gauche ou de droite sont promoteurs de violence.

Les heurts entre manifestants et policiers sont de trop grande tradition pour qu'on puisse en départager les responsabilités.

Il nous suffit de comparer l'attirail, l'allure, la tenue, l'armement de la police toujours provocante, aux manifestants, les mains nues, pour comprendre les bagarres, les troubles, résultats de l'attitude des autorités.

Reste à étudier la colère des universitaires. Les conflits des générations sont les vrais mobiles qui font éclater ces débuts de révolution, mettant la civilisation en cause. Les fauteurs de violence, comme les fauteurs de guerre, ne sont pas les peuples, mais de tout temps, les Eglises et les Etats ; nous ne devons pas l'oublier !

Que des millions de travailleurs décident alors de répondre aux provocations gouvernementales par une grève générale et l'occupation des usines, rien n'est plus justifiable. La société est malade : les étudiants veulent construire un monde moderne, veulent être traités comme des hommes, contestent la société de consommation. De Gaulle lui-même veut que l'université s'adapte aux réalités modernes — ceci dit après coup !

Mais que devient la non-violence dans tout cela ?

Si elle a été malmenée et si elle a fait perdre les pédales à certains, c'est une raison d'examiner la structure et la philosophie qui pourraient être contestées. Il est certain que l'histoire est marquée par des siècles de violence et ce mythe de la force n'est pas prêt de s'estomper. Chaque fois que les non-violents développent une propagande en faveur de leur thèses, nous constatons des réactions de violence inouïes qui s'amplifient de plus en plus, comme en témoignent les assassinats de Gandhi et de Martin Luther King. La violence reste la fonction permanente utilisée par les Etats et les gouvernements pour promouvoir les guerres et garantir l'ordre social.

Dans l'analyse des événements récents, les mêmes sophismes reparaissent : l'indispensable violence accoucheuse de société nouvelle, la violence nécessaire à la lutte sociale, la violence obligatoire pour combattre la violence. Rien n'est plus contestable cependant !

Mais nous aurions mauvaise grâce de penser que la non-violence prendra le pas sur la violence, parce que telle est notre volonté. Nous avons en face de nous la violence organisée : police, armée ; avec nous, des éléments restés partisans de la lutte violente, sauf une petite minorité qui essaye d'initier la non-violence. Ces

derniers n'ont guère été suivis. Mais cela ne signifie point que les méthodes violentes triomphent.

Ce qu'on peut hélas ! reprocher à ceux qui luttent à nos côtés et avec nos méthodes, c'est leur manque de résolution dans leur action : arrêt du travail, occupation des usines. De plus ils axent malheureusement leurs revendications sur les augmentations de salaires ou la délégation de leurs pouvoirs à des représentants d'organisations syndicales politisées, qui sollicitent l'accord du pouvoir, pour sanctionner leur misère, grâce au salariat. Quelle aberration !

Cela se solde, à chaque coup, par des trahisons rehaussées d'insultes, de mises en garde toujours les mêmes. Le clan des provocateurs n'est pas où certains veulent le signaler.

Godwin a écrit jadis avec raison, dans « Recherches sur la vertu et le bonheur de tous » : « La force des armes sera toujours suspecte à notre entendement, car les deux partis peuvent l'utiliser avec la même chance de succès. C'est pourquoi il nous faut abhorrer la force. En descendant dans l'arène, nous quittons le sûr terrain de la vérité et nous abandonnons le résultat au caprice et au hasard. »

Il se peut, pour les Français plus particulièrement fêrus de jacobinisme, que cette non-

violence pacifique ne trouve approbation chez les révolutionnaires romantiques. Mais que signifie encore aujourd'hui ce genre de révolutionnarisme !

Ce qu'il ne faut surtout pas confondre dans la lutte, c'est la violence traditionnelle et l'action directe, celle-ci reste en tous points valable. « Rien sur cette terre n'a jamais été accompli sans action directe. » Cette pensée de Gandhi prend toute sa rigide signification aux heures douloureuses que vit le monde ouvrier.

Relisons donc les classiques de l'action directe, syndicalistes, socialistes, anarchistes, non pour les admettre en bloc comme des guides indiscutables, mais au contraire pour les repenser après un demi-siècle d'évolution sociale. Ne perdons pas de vue l'essentiel, à savoir que si le syndicalisme peut être un des facteurs de libération humaine, il doit être débarrassé des scories de la politique et de la violence. Le discrédit jeté sur ces méthodes détermine les échecs successifs qui s'accroîtront dans l'avenir.

Révolutionnaire, le syndicaliste l'est et doit le rester, parce que anticapitaliste d'abord, apolitique ensuite, et antiétatique enfin. Hors de cette conception d'une bonne logique, l'action ne peut que s'étioler, puis s'adapter aux normes d'une société, dont les buts sont aux antipodes de la liberté et de la

légalité sociale. P.-J. Proudhon ajoutait dans « La Justice sociale » :

« Nous ne pouvons pas désespérer, ni cultiver une foi de charbonnier ; le monde ne s'est pas fait en un jour. Ce n'est pas parce qu'à certaines heures on a quelques défaillances dans ses conceptions qu'on doit y renoncer ou penser qu'elles ne souffrent pas quelques mutations, face à la réalité. »

Des années de lutte sociale axée sur la violence ont amené la situation actuelle. Si elle n'est pas parfaite, loin s'en faut, il y a du mieux, qu'il faut sans cesse améliorer. Tenant compte d'où l'on est parti et où on est arrivé, il faut poursuivre la réalisation d'une société meilleure avec des moyens adéquats aux normes d'aujourd'hui, et la non-violence comme méthode d'action directe est de ceux-là.

Remettre sans cesse sur le métier ce que l'on veut ; ne pas s'imaginer que tout se réalise d'un coup, mais avec ténacité et ferveur ; penser que l'on peut élaborer contre le monde des ténèbres une société nouvelle à laquelle nous nous efforçons de collaborer, n'est-ce pas là notre intention profonde ?

Méditons cette pensée qui nous vient d'un pôle inattendu : Mac Arthur écrivait en janvier 1948 : « La force n'est pas une solution des problèmes. La force n'est rien. Elle n'a jamais le

dernier mot... Etrange que je vous dise cela, moi, un tueur professionnel ! »

Que voulons-nous en réalité ? l'anarchie, c'est-à-dire une organisation basée sur une entente librement consentie, sans aucune imposition, concourant ainsi au bien-être général. Pour cela il faut que l'homme se refuse à la fois de commander et d'être commandé. Ainsi, toute trace de coercition et de violence s'effacera en faveur d'une solidarité.

Nous n'arriverons point à ce genre de vie du jour au lendemain. Mais nous devons nous acheminer vers l'anarchie par la non-violence, aujourd'hui comme demain. Il nous reste l'impérieux devoir de poursuivre notre lutte sans jamais la soumettre à la loi, ni à la force.

Rien de contradictoire dans tout cela. Non-violents dans nos actions de libération sociale, nous ne pensons pas que l'avènement de cette libération soit immédiat, comme une conséquence sans transition d'une tentative insurrectionnelle, qui liquiderait d'un coup tout ce qui existe en y substituant des institutions nouvelles. Concevoir la révolution de telle manière n'est que malentendu qui peut laisser supposer à nos adversaires cette impossible anarchie du rêve.

Soyons logiques. Nous ne pouvons nous contenter de substituer une forme de gouverne-

ment à une autre forme de gouvernement. Nous ne pouvons imposer notre volonté aux autres. Seule une force matérielle nous aiderait à liquider les oppresseurs ? Mais encore, comment pourrions-nous nous y maintenir ? par la force, l'autorité ?

Lorsqu'on parle du triomphe de la révolution, les paroles de Malatesta me reviennent toujours en mémoire. Elles sont et doivent demeurer les objectifs des anarchistes : « Si pour vaincre nous devons employer des méthodes de violence et dresser des potences sur les places publiques, je préférerais être vaincu. » Le principe de la révolution violente conduit à la dictature des vainqueurs.

Rien n'est plus contraire à notre idéal de non-violence anarchiste. « Il faut vaincre sans violence », a écrit mon ami B. de Ligt, qui a si admirablement posé le problème de la libération sociale dans son livre « Pour vaincre sans violence ».

Etudier, méditer, approfondir le problème de la non-violence, telle est l'indispensable nécessité qui s'impose si nous ne voulons pas douter d'abord ou récuser notre idéal d'anarchiste non violent. La lutte non violente s'impose de plus en plus pour vaincre nos ennemis et instaurer une société en marche vers l'anarchie.

Hem Day

non-violence ou guérilla

RÉVOLUTION

non-violence ou guérilla



A relire la brochure de Jean van Lierde (1) après mai inoubliable, on reste quelque peu sur sa faim, et l'on s'étonne : quoi, vingt-cinq pages sur la gauche en Europe, et il n'aurait rien prévu ?

Mais personne n'avait rien prévu, et le papier en question reste important, très important malgré ses erreurs d'évaluation, ses estimations biaisées des lieux de l'action commune.

Le propos de notre ami Jean van Lierde est clairement exprimé par le titre, que nous avons repris. « D'accord pour la révolution, mais par quels moyens ? violence ou non-violence ? Légalisme ou insurrection ? Coexistence pacifique ou guérilla ?... S'il y a un totalitarisme marxiste, y a-t-il une mystification non violente ? » Pour l'auteur, les faits par rapport auxquels il faut se définir sont les révolutions dans le Tiers Monde, les pactes militaires (OTAN, pacte de Varsovie), l'impérialisme et le militarisme des pays où nous vivons. Le centre de gravité de l'action de ceux qui s'y disent révolutionnaires porterait donc, selon lui, sur des problèmes proprement internationaux.

La gauche (les « groupuscules » extra-parlementaires, les gauchistes) voit dans la guérilla latino-américaine, la juste guerre du peuple vietnamien le modèle de lutte pour l'émancipation du prolétariat et la construction du socialisme. Peut-on être à la fois révolutionnaire et non violent ? les pacifistes peuvent-ils collaborer avec cette gauche ?

(1) Bulletin 103 de L'IRG belge, mars 1968 ; Jean van Lierde, 39 rue du Lorient, Bruxelles 17.

Et d'abord, quelle est la violence de la gauche ? A bien y regarder, on s'aperçoit qu'elle n'est guère que verbale, en l'occurrence ; le soutien aux luttes armées des peuples opprimés ne peut se manifester que par des actions **sans violence**, meetings, collectes, boycotts, manifestations de rue... Sans violence, et pas non violentes : ce sont des actions « empiriques et pragmatiques, c'est-à-dire sans le contenu doctrinal ou théorique que nous, à l'IRG et au MIR (2), y mettons » ; pour cette raison, les pacifistes participeront sans difficulté à toutes les initiatives progressistes, généreuses, des divers groupes de gauche. « Mais où les choses se distinguent, c'est quand il s'agit de savoir qui, en définitive, met son comportement révolutionnaire en concordance avec ses affirmations doctrinales » : par exemple, les pacifistes vont jusqu'à l'objection de conscience, pas les autres.

Suit une longue analyse de divers groupes, belges en majorité, marxistes-léninistes, trotskystes, et aussi de la position du Vatican, de la coexistence pacifique prônée par l'URSS, de la lutte anticolonialiste... Aucun n'a une position vraiment cohérente, ne met en pratique le vrai internationalisme qu'enseignent les libertaires, qui « ont trop lutté contre les pouvoirs militarisés **de droite et de gauche** pour n'être pas, plus que jamais, opposés à toute forme d'asservissement par les Etats ; c'est pourquoi la lutte contre la guerre et les armées reste un fondement essentiel de leur action ». (Relevons au passage le coup de chapeau aux penseurs anarchistes, et l'encouragement à lire les périodiques anars, ce qui est rare dans les publications pacifistes !)

Mais le pacifiste ne peut se réfugier dans le purisme, dans ses **ghettos** que dénonce, inlassablement, Jean van Lierde. Pas plus qu'il ne peut pratiquer « cette fausse non-violence qui est à la base du réformisme syndical et politique : on lutte pour les salaires et les avantages sociaux aux travailleurs européens qui n'ont plus rien à voir avec le Lumpenproletariat d'autrefois, mais on n'ose plus contester le gaspillage de son gouvernement pour la force de frappe ou les crédits militaires ». Il doit trouver, au contraire, un comportement à la fois fidèle à la non-violence et à la révolution : « Au sein de la Révolution, il reste une contestation permanente contre la violence exercée par les camarades opprimés, mais aussi contre la violence impérialiste de son propre pays. Et qui sait, dans la révolution triomphante, peut-être se retrouvera-t-il encore parmi les **protestataires**, et donc menacé, parce que sa

(2) Mouvement International de la Réconciliation (chrétien)

fidélité exigera qu'il dénonce des faits ou des injustices, suite logique de la violence passée, et qui surgissent dans les nouvelles structures révolutionnaires... »

Il faut donc, dit l'auteur, travailler avec la gauche, mais dénoncer ses contradictions, ses **alibis** : combien de Français se sont engagés aux côtés du FLN, combien de Belges aux côtés des Congolais contre Tschombé et les mercenaires, tout en prônant verbalement la violence ? Comment peut-on froidement soutenir que les Vietnamiens **aiment** la guerre, quand on sait qu'ils y sont acculés, conscients que la violence déshumanise et marque pour longtemps les cœurs et les intelligences ?

Les critiques ne doivent pas empêcher la collaboration, au contraire, les non-violents doivent forcer la gauche à se définir clairement, à agir de façon cohérente ; et van Lierde finalement « propose qu'on cesse d'être révolutionnaire par procuration et que, dans son propre pays exploitant, on définisse une action politique de sabotage et de non-coopération qui soit une atteinte directe à la politique atlantique et impérialiste... C'est le réformisme de gauche qu'il faut surmonter en passant à la désobéissance collective mettant l'Eglise, les syndicats et les partis dans ce nouveau combat. »

* * *

Après le numéro d'« Anarchisme et Non-Violence » sur le pacifisme, où nous avons critiqué les limites de l'action des pacifistes intégraux, nous ne pouvons qu'applaudir aux propositions de Jean van Lierde.

Nous ne pouvons que reconnaître qu'il répond à pas mal de questions qui se sont posées dans la revue, à pas mal de discussions que nous avons eues sur la participation à des initiatives de groupes de gauche (marcher ou non avec ceux qui scandent « Vietcong vaincra », par exemple), qu'il fait progresser d'un pas notre évaluation des tendances d'extrême-gauche et de la lutte anti-colonialiste, pour ne citer que ces exemples.

Mais encore.

Pour van Lierde, l'action majeure de la gauche se centre, je l'ai dit plus haut, sur la lutte anti-impérialiste, l'internationalisme, l'opposition aux pactes militaires. Je ne suis pas sûre que cela ait jamais été le cas ; et ce qui s'est passé en mai dernier montre à l'évidence qu'on descend dans la rue pour d'autres raisons que le Vietnam et les armes atomiques. Raisons qui sont plus concrètes,

plus vécues, plus graves peut-être : il faut le dire sans mauvaise conscience, le capitalisme aliène les hommes dans leur vie quotidienne, de façon durable, constante ; l'absence de tout contrôle sur la production et sur son organisation (l'économie, la politique) porte atteinte à la conscience des hommes aussi sûrement que les armes atteignent leur corps.

Il est grand temps de reconnaître que la guerre n'est pas le mal essentiel. La guerre est l'expression la plus aiguë du mal, la plus brutale, la plus visible. Mais la guerre sournoise qui se mène dans les pays industriels à coup de réformes, d'élévation du niveau de vie, de publicité et de course au bonheur matériel pour détourner les luttes ouvrières de leur vrai but : le renversement des rapports de production (3), cette guerre-là est un meilleur bastion contre le communisme que l'Asie du Sud-Est. Il est relativement facile de mobiliser des milliers de personnes contre une guerre meurtrière, qui confronte des bombardiers à des chapeaux de paille, des mercenaires grassement payés à de pauvres Noirs, et c'est probablement la raison pour laquelle l'action manifeste des maoïstes, trotskystes ou guévaristes (et leur dénomination même) commence et finit dans cette solidarité internationale. Mais il y a une action en profondeur, moins visible, moins prestigieuse, mais qui touche aux conditions de travail de chacun, aux rapports de force dans la société industrielle, au pouvoir politique de la classe ouvrière ; et c'est cette action que **manquent** les pacifistes, qui ne voient que la violence armée, les conflits militaires, la force de frappe. Aux non-violents de ne pas la manquer.

Autant je suis d'accord avec Jean van Lierde sur l'importance primordiale de plates-formes communes entre les groupes de gauche « violents » et « non-violents » ; autant je dénonce avec lui l'impérialisme, le colonialisme, la militarisation ; autant je pense que ce n'est pas sur ce plan-là que doit, que peut se réaliser l'unité.

Nous avons vu trop souvent la division de la gauche se fonder sur des divergences internationales (position par rapport au conflit sino-soviétique, à Cuba, caractère révolutionnaire ou non des luttes des peuples africains, etc.) pour qu'il soit besoin de démontrer combien peuvent être fragiles des alliances contre « la politique atlantique et impérialiste ».

(3) Henri Lefebvre, dans son dernier livre « La vie quotidienne dans le monde moderne » (Gallimard 1968), parle de « société bureaucratique de consommation dirigée » ; j'ajouterais « dirigeant vers la consommation », celle-ci étant entendue comme un détournement de la contestation, c'est-à-dire l'aliénation radicale.

Il faut revenir à la France du mois de mai. Un des éléments les plus frappants a été, justement, cette alliance entre divers groupes de gauche : alliance sur des problèmes internes, sur l'action illégale et violente. Deux mois auparavant, Jean van Lierde écrivait : « Nous mettons au défi nos camarades « chinois » (et autres) de mettre au point un plan sérieux **d'action violente et populaire** en Europe ou en Belgique, contre l'OTAN, la bourgeoisie et la guerre au Vietnam. » On peut dire ce qu'on veut sur le mois de mai : que ce ne sont pas les « chinois » qui ont mené la révolution, que l'action a avorté faute d'un plan sérieux, qu'il n'y a pas eu unité de toutes les forces de gauche mais que les chapelles sont réapparues, que la violence n'a servi de rien, etc. Il n'empêche qu'il y a eu **action violente et populaire**, telle qu'on ne l'avait jamais vue, jamais vécue ; qu'il y a eu alliance, à certains moments ; que l'action n'est pas morte, et que des plans sont en cours d'élaboration...

Les questions se posent donc en termes nouveaux. Toutes ? non pas. Sur le Vietnam, sur l'Amérique Latine, sur le colonialisme, les propositions de Jean van Lierde restent excellentes, et l'unité n'est pas à chercher en d'autres termes que ceux qu'il avance.

J'irai plus loin : nous n'avons pas seulement à convaincre la gauche d'utiliser nos méthodes, mais hélas aussi à convaincre les pacifistes apeurés de rester « toujours solidaires des pauvres en lutte contre les féodalités et l'impérialisme, et donc **avec Castro contre Johnson** » (c'est moi qui souligne).

Mais il faut continuer à chercher, avec Jean van Lierde (nous répondra-t-il, je l'espère) :

— de nouvelles alliances pour lutter contre le capitalisme, contre l'oppression, ici et maintenant ;

— une stratégie de lutte non violente qui ne se limite pas à des actions « pacifistes ».

A cela, d'autres articles s'essaient à répondre. Je dirai simplement qu'il est urgent d'établir le dialogue avec l'autre partie de notre commune référence : avec les anarchistes. Aux premiers rangs des combats de rue, aux premières lignes des manifestes, aux premiers souffles des comités d'action, qu'ont-ils appris, qu'ont-ils à nous apprendre : de l'unité des groupuscules, de la violence, de l'action directe. Nous ne saurons élaborer de position qu'en possession des deux éléments du dialogue, puisque nous refusons d'opposer anarchisme et non-violence.

Marie Martin

non-violence et mouvements de libération

L'Internationale des Résistants à la Guerre est avant tout un mouvement pour la liberté. Liberté de vivre sans la faim, la guerre, la maladie et la misère, liberté de vivre sans être soumis à une exploitation économique, sociale, raciale ou culturelle, liberté pour l'individu de s'exprimer et d'épanouir pleinement ses facultés créatrices d'être humain, liberté de développer ses aptitudes sociales — capacité si souvent comprimée et déformée par des structures autoritaires — qui permet aux hommes de vivre en commun et de s'élever au-dessus de leur égoïsme.

Cette conviction est le fondement de notre opposition à la guerre et aux systèmes qui exploitent et corrompent tels que le colonialisme, le capitalisme, le communisme totalitaire. En fait, cette conviction fondamentale a ses répercussions dans tous les domaines de l'activité humaine. Nous voulons un système d'éducation qui libère l'esprit humain au lieu de le figer, nous voulons une organisation économique démocratique qui implique l'autogestion des producteurs. Nous travaillons rien moins que pour une révolution non violente totale. Notre pacifisme et notre résistance à la guerre s'insèrent dans cette vision globale de l'homme libéré.

Une révolution violente crée une structure sociale violente : après avoir tué ses ennemis, on

(Déclaration — document de travail — du Conseil de l'I.R.G., Vienne 12-17 août 1968)

en arrive facilement à tuer ses amis lorsqu'ils adoptent des positions « erronées ». Lorsqu'on a une fois pris les armes, il est difficile de les déposer. Si la violence peut avoir, comme l'exprime Fanon, un effet libérateur sur les opprimés, elle a également un effet traumatisant. On nous dit qu'une révolution non violente serait une méthode trop lente et que la violence mènerait plus rapidement à la justice et à la liberté. Est-ce bien certain ? Au Vietnam, une lutte violente fait rage depuis 22 ans sans interruption et plus d'un million de Vietnamiens ont été tués... et la révolution n'a pas encore triomphé.

Il est facile, face à la brutalité et à l'inhumanité des agissements américains au Vietnam et face au soutien américain à des régimes oppresseurs dans d'autres parties du monde, de nous laisser aveugler par la colère au point que nous en oublions quelques-unes des leçons de notre siècle. Ceux qui se sont servis de la guerre pour répondre à l'Allemagne, à l'Italie et au Japon ne devraient pas oublier que 50 millions d'êtres humains ont péri dans cette lutte. Le peuple américain qui est entré dans cette guerre avec un idéalisme certain et qui était indigné par la cruauté des Allemands et des Japonais a lâché deux bombes atomiques à la fin de la guerre ; il était à ce moment-là tellement insensibilisé que jusqu'à ce jour

il n'a encore ressenti aucune culpabilité nationale. Nous devrions garder présente à l'esprit l'héroïque expérience révolutionnaire du peuple russe qui commença par avoir le soutien moral de pratiquement tous les mouvements progressistes du monde et qui produisit un Etat qui en arriva à tuer des millions de ses propres citoyens au cours des purges et dans des camps de travaux forcés, opprima les nations de l'Europe de l'Est et qui aujourd'hui encore emprisonne des écrivains qui veulent exercer les libertés les plus élémentaires.

Nous devons demander à nos frères et à nos sœurs des mouvements de libération violents s'ils sont certains que les effusions de sang de leur révolution peuvent amener une société juste et s'ils croient que l'expérience russe est seulement le résultat de fautes théoriques, d'erreurs tactiques et de l'intervention occidentale (lesquelles furent certainement des facteurs), ou si cela ne vient pas, dans une large mesure, de l'erreur fondamentale de penser que la violence pouvait amener la justice et la liberté et résoudre les problèmes économiques et sociaux.

L'homme n'est pas libre quand il est soumis à la violence, par conséquent la lutte contre la violence doit être vue dans le contexte d'un effort révolutionnaire, pour libérer l'humanité. La violence prend des formes

variées, et à côté de la violence directe des fusils et des bombes, il existe une violence silencieuse de la maladie, de la faim et de la déshumanisation des hommes et des femmes soumis aux systèmes d'exploitation.

Bien que nous n'ayons pas de réponse à bien des problèmes révolutionnaires, nous disons que les hommes ne devraient pas utiliser la violence organisée que ce soit au cours de révolution, de guerre civile ou de guerre entre nations. Si on nous dit que notre position est utopique et que les hommes ne peuvent se tourner vers la non-violence qu'une fois la révolution faite, nous répondons qu'à moins de s'en tenir fermement à la non-violence dès maintenant, le jour ne viendra jamais où, tous, nous pourrions apprendre à vivre sans violence.

Les germes de l'avenir sont ici, aujourd'hui dans nos vies et nos actions.

Mais notre attachement inébranlable à la non-violence ne signifie nullement que nous sommes hostiles aux mouvements révolutionnaires de notre temps, même si sur certaines données fondamentales nous pouvons être en désaccord avec eux. Il nous est impossible d'être moralement « neutres » par exemple dans la lutte entre le peuple vietnamien et le gouvernement américain, pas plus que nous ne pouvons être moralement « neutres » il y a 12 ans

dans la lutte entre le peuple de Hongrie et le gouvernement de l'Union Soviétique.

Nous ne soutenons pas les moyens violents utilisés par le F.N.L. et Hanoi, mais nous soutenons leur objectif de libération du Vietnam de toute domination étrangère. Nous mettons l'accent en particulier sur notre soutien à nos amis du mouvement bouddhiste, qui au prix d'énormes risques et avec un soutien négligeable de l'opinion mondiale ont recherché l'auto-détermination sans utiliser la violence. Il est particulièrement important pour les pacifistes de maintenir un contact étroit avec ces éléments des mouvements révolutionnaires qui s'en tiennent à la non-violence.

Nous ne voulons pas être romantiques au sujet de la non-violence et nous connaissons mieux que quiconque ses aléas. Mais nous demandons à nos amis qui ont le sentiment de ne pas avoir d'autre choix que celui d'utiliser les moyens violents pour leur libération de ne pas ignorer les problèmes qu'ils rencontrent. La violence de la révolution détruit les innocents de la même façon que la violence de l'opresseur. Le soldat américain au Vietnam n'est pas la cause de l'impérialisme américain mais seulement son agent. Tout comme les Vietnamiens qu'il opprime, il est victime de l'impérialisme américain; de plus des civils

innocents sont inévitablement tués au cours de la lutte. On doit faire une nette distinction entre la violence des Américains qui est criminelle et celle des Vietnamiens qui par contraste est tragique. Nous devons tenir compte des arguments de ceux qui critiquent les pacifistes parce qu'ils n'ont pas de réponse au problème de l'Afrique du Sud, par exemple ; nous en avons conscience et nos propres limites nous préoccupent fort. Mais si chacun des mouvements non violents a échoué jusqu'à maintenant, il en a été de même de tout mouvement violent.

Il y a des moments dans l'histoire où nous rencontrons des situations qui ne peuvent pas être immédiatement résolues par la violence ou la non-violence. En Espagne, par exemple, il y a eu pendant les vingt dernières années des appels organisés pour une action violente contre Franco et cependant Franco a toujours le pouvoir. Le meurtre de Martin Luther King a été souvent cité pour mettre en évidence la défaite définitive de la non-violence. Mais peut-on dire que le meurtre de Che Guevara met en évidence la défaite décisive de la violence en Bolivie ?

Nous rappelons à tous les pacifistes et à toutes les sections de l'I.R.G. que la plus grande contribution que nous puissions apporter aux mouvements de libération n'est pas

de se mêler aux débats pour savoir si ces mouvements doivent utiliser la violence, mais de travailler activement à mettre fin au colonialisme et à l'impérialisme en s'attaquant à ses bases à l'Ouest car ce sont celles-ci qui entraînent les peuples vers la tragédie de la violence et, semble-t-il, ferment à beaucoup d'entre eux les méthodes de révolution sociale progressives et non violentes.

Une des raisons fondamentales qui nous fait tenir à la non-violence, même si celle-ci a apparemment échoué ou même si elle ne peut offrir une réponse toute faite, c'est que la révolution non violente ne recherche pas seulement la libération d'une classe, d'une race ou d'une nation, elle recherche la libération du genre humain. Notre expérience nous montre que la violence déplace le fardeau de la souffrance et de l'injustice d'un groupe à un autre, qu'elle libère un groupe mais en emprisonne un autre, qu'elle détruit une structure autoritaire mais en crée une autre.

Nous saluons nos frères et nos sœurs des différents mouvements de libération. Nous travaillerons avec eux quand cela sera possible mais sans abandonner notre conviction que les bases du futur doivent être fondées dans le présent, qu'une société sans violence doit commencer avec des révolutionnaires qui n'utiliseront pas la violence.

réponse à un camarade

Pour continuer le dialogue sur « la violence anarchiste », nous avons publié dans le numéro 10 d'A.N.V. les « propos violents » d'un camarade. Plusieurs raisons nous ont empêchés de répondre plus rapidement à son argumentation, toutefois nous pouvons considérer que la dernière partie de son exposé traitant de la dignité, du silence, du sérieux dans les manifestations a été largement abordée dans le numéro 11-12 : Happening. Les idées avancées alors sur ces points ne doivent pas être considérées comme figées : ce sont des moments du dialogue. Il est évident, cependant, que notre comportement individuel et social sera fonction de ces acquisitions provisoires ou définitives. D'autre part, l'argumentation des « anarchistes violents » n'est pas bien sûr épuisée : nous espérons d'autres contestations. De notre côté, nous ressentons un manque en ce qui concerne des textes traitant la question, et une anthologie serait un bon outil de travail. Notre recherche, le dialogue, bien qu'imparfaits, permettront de saisir mieux et les différences et les points communs. L'approfondissement idéologique se ferait de part et d'autre car nous ne pensons pas que la question de la violence soit résolue même pour ceux qui la défendent et la pratiquent. Notre effort sur le plan restreint de la manifestation se situait dans une recherche d'efficacité ; il avait pour but de découvrir des comportements propres à éveiller chez les spectateurs l'attention et l'intérêt ; il s'agissait de susciter l'échange maximal entre manifestants et spectateurs, de ne pas se couper volontairement d'eux, de ne pas provoquer arbitrairement l'incompréhension, l'hostilité ; mais ajoutons que par ailleurs certaines formes de provocation sont au contraire à conseiller. Nous y reviendrons.

un problème moral

« On a nettement l'impression que votre contestation est avant tout morale, abstraction faite du but. »

D'entrée il est difficile de déterminer, au niveau de chaque individu anarchiste ayant fait un choix de non-violence, la part de motivations s'appuyant sur un jugement moral, et la part évaluant l'efficacité quant au but. Si dans notre recherche on discerne une contestation morale, c'est en référence à l'éthique anarchiste. Ne conçoit-on pas une morale révolutionnaire ? Sinon quel serait alors le contenu de la révolution ? En effet, pour nous, un anarchiste est un individu qui se comporte selon certaines données qui peuvent se définir par le respect de l'intégrité physique de l'individu et de son unicité, la recherche de l'épanouissement et de la liberté de tous ; c'est une constante de l'anarchisme de considérer que la liberté individuelle passe par la plus grande liberté de tous, mais nous pensons qu'il y a contradiction flagrante à affirmer cela et à admettre l'utilisation de la violence même provisoire et spontanée.

Accepter de détruire l'adversaire, lui aussi libre et unique, c'est supprimer son droit à la liberté, donc oublier que notre liberté passe par celle des autres. Aussi les anarchistes n'ont-ils jamais accepté sans débat intérieur l'utilisation de la violence et nous ne voyons que des raisons éthiques pour expliquer cette répugnance.

Mais l'application de la théorie rencontre des difficultés et nous concevons qu'il y ait des raisons justes à la violence et que certaines formes de violence soient acceptées par les anarchistes. Néanmoins, la violence anarchiste ne dépassera pas certains niveaux, elle se limitera elle-même : nous ne pouvons imaginer une police anarchiste, des camps de concentration anarchistes, une bombe atomique anarchiste, etc. Dans cette violence, nous ne voyons d'abord qu'une **réponse** à l'agression, à la violence adverse, réponse qui se moule sur des comportements non anarchistes. Les événements passés tendent à démontrer que le choix n'était pas toujours possible ; c'était la violence ou la passivité, encore que des solutions « pas violentes » se soient esquissées et partiellement réalisées dans des expériences éducatives, communautaires et autres. Mais il faut constater l'immaturation des hommes et des sociétés à imaginer des moyens de lutte nouveaux et non destructeurs. Pouvons-nous affirmer l'originalité de notre siècle lorsque certains de ses hommes tentent concrètement, globalement, d'ouvrir une brèche ?

le problème de l'efficacité

« C'est un problème moral (...) avant d'être un problème d'efficacité. »

Quand « la violence-réponse à la violence » veut se dépasser, quand elle se veut efficace en fonction d'un but, elle devient un **moyen** que nous voulons examiner dans son adéquation à notre éthique (problème moral) et à notre but (problème de l'efficacité). Il ne s'agit pas seulement d'avoir ou non le droit de tuer, mais de voir tout ce que cela implique et les contradictions qui peuvent en découler et les marques qui resteront gravées sur les individus et les structures. Nous ne croyons donc pas porter « un jugement de valeur qui ne s'appuie sur rien ».

Les « non-violents » comme les anarchistes refusent l'axiome de « la fin qui justifie les moyens ». Ils recherchent des moyens autres que ceux qu'ils condamnent chez l'adversaire, tant sur le plan de la violence que sur celui de l'autorité, car « les fins non seulement ne justifient pas les moyens, mais sans exception, les moyens déterminent les fins et à vrai dire, tous les moyens deviennent des fins temporaires ». (Ira Sandperl)

Actuellement, à la suite des événements de mai-juin, on peut dire que les violences s'expliquent si elles ne se justifient pas, mais face aux formes de répression, la violence insurrectionnelle et spontanée nous paraît, pour les anarchistes, être vouée à l'échec. La logique voudrait que ceux qui acceptent la violence s'organisent pour la rendre plus efficace, mais ce faisant ils risquent fortement de sombrer dans un système paramilitaire et de servir les partisans du pouvoir étatique.

N'est-ce pas se donner bonne conscience que de parler de violence spontanée ? Face à certaines situations précises, nous ne nions pas la spontanéité des individus réagissant collectivement, encore qu'il faille tenir compte de réflexes appris et dire que cette réaction qualifiée de spontanée émane généralement d'individus qui pourraient décider d'agir de façon non violente. L'usage de la violence spontanée individuelle doit être replacée dans le contexte de l'action collective : il est erroné d'examiner isolément la violence d'un individu dans une foule. Quel est le sens d'une spontanéité qui se répète ?

Mais nous devons reconnaître que la violence est positive quand elle oblige un certain nombre de gens à prendre conscience de problèmes cruciaux ; l'indifférence n'est plus alors possible ; disons

aussi qu'elle en braque d'autres. Les manifestations de mai-juin sont là aussi révélatrices. N'existe-t-il pas d'autres moyens de dénoncer, de montrer le vrai visage de la répression ? Nous le pensons quand nous tentons d'introduire la provocation non violente.

Car la non-violence n'engendre pas l'indifférence, quelquefois même elle est la cause de la violence répressive, mais son intérêt est aussi d'agir sur les consciences du public et de l'adversaire. L'imagination sera un facteur d'efficacité important avec l'unanimité et la discipline (voir les Tchécoslovaques envahis en août). Il faut noter qu'il n'y a pas un comportement non violent stéréotypé.

Actuellement, notre préférence va aux moyens de combat comme la grève et nous avons conscience que des expériences d'autodéfense non violente devront être développées. D'autre part, les ressources de la désobéissance civile sont absolument inexploitées.

la liberté et Dieu

**«... ma liberté totale, telle que la définit justement Camus à partir de sa notion d'absurde...»
« mon geste premier qui, niant Dieu, me crée libre... »
« la négation de Dieu, entraînant la volonté de vivre libre... »**

Nous acceptons que la notion d'absurde serve à une approche pour fonder la liberté ; la thèse de Bakounine exaltant la liberté par la négation de Dieu présente une valeur certaine. D'autres cheminements sont possibles, et pour nous la non-violence complète la garantie de non-autorité quand il s'agit de rechercher une méthode pratique pour atteindre à la plus grande liberté possible. Mais nous croyons voir autre chose dans l'argumentation de notre camarade.

Est-il réellement besoin, entre anarchistes, de parler de Dieu, concept inconcevable par définition ? Pour notre part, nous l'ignorons plus que nous le nions. Notre camarade ne nous fait-il pas un procès d'intention sinon de motivations cachées ? Si sa violence révolutionnaire a pour base la négation de Dieu, notre non-violence aurait une origine crypto-religieuse. Déjà d'autres camarades (l'U.G.A.C., n° 8 d'A.N.V.) avaient mentionné « une certaine infiltration de la pensée religieuse au sein du mouvement anarchiste ».

Nous ne nions pas que nous sommes redevables de certains apports, mais il faudrait préciser ce qu'il y a de religieux dans ce que nous considérons comme l'héritage de tous les hommes.

le sacrifice

«...Refuser l'action violente, c'est à l'extrême, accepter sa propre destruction, ce qui... fait surgir la notion de sacrifice...»

Il est habituel d'associer à la non-violence un certain nombre d'idées toutes faites comme l'esprit de sacrifice. Par opposition le goût de la vie, de la joie en serait absent. C'est vite dit et cela nous paraît banal d'y répondre encore. Nous disons qu'il y a nécessité de lutter par la violence ou la non-violence. Toute lutte a pour conséquences des ennuis divers qui peuvent être sans gravité ou qui peuvent occasionner la mort. La violence n'en évite aucun : même l'ennemi que l'on tue a toujours un ami pour le venger et nous ne sommes pas loin de penser que les méthodes non violentes donnent en fin de compte plus de sécurité à leurs militants. Il y a une illusion de sécurité dans l'usage des armes et de la violence ; mais est-ce bien là notre problème ? D'accord, nous ne voulons pas mourir, mais alors ne risquons rien, ne prenons pas parti, mettons nous en dehors, etc. Or la vie pleine est faite de risques ; le danger peut être une condition d'un plus grand épanouissement de l'individu ; la crainte de l'épreuve est caractéristique d'une vie petite-bourgeoise. De là au sacrifice total se dessine toute une série de paliers. N'a-t-on pas parlé « de la douce existence du non-violent » ? (Challaye) Violents ou non violents, certains meurent de mort violente comme Gandhi, Malcolm X, Che Guevara, Luther King, d'autres meurent dans leur lit.

gradation

« Une conception de la vie refusant tous les absolus »

« C'est sur ce thème que s'affrontent les deux formes d'action que sont la violence et la non-violence. »

Quand nous avons pris position pour la non-violence, quand nous l'avons privilégiée, nous précisions qu'il n'était pas question pour nous de condamner la violence ou les violents. Au cours des événements de mai 68, quand certains non-violents ont déclaré condamner les comportements violents d'où qu'ils viennent, nous avons réprouvé une telle attitude. A notre sens, violence et non-violence coexistent à différents degrés et selon les circonstances en chacun de nous ; il n'est pas dit que violence et non-violence soient absolument contradictoires : le chaud n'est pas le contraire du froid : à la violence, nous associons l'idée de destruction, à

la non-violence l'idée de création. S'il peut y avoir des absolus dans la violence et dans la non-violence, nous préférons dire qu'il y a une gradation de l'une vers l'autre. Nous distinguons par exemple différents paliers caractéristiques dans la violence : on accepte facilement la violence contre la nature pour l'aménager ; on peut se poser la question de la violence contre les animaux quand il s'agit de les manger ou de les utiliser ; la violence contre l'homme reste pour nous le problème essentiel. Tout en privilégiant la non-violence, on peut accepter certaines actions de sabotage à condition de préserver les vies humaines. Certains non-violents peuvent vouloir seulement convaincre leur adversaire, mais la non-violence peut être une pression physique ou matérielle, une contrainte, avec cependant toujours une porte ouverte pour un dialogue possible. Nous dirons qu'il y a violence d'un individu qui exerce un abus par contrainte psychique ou morale sur une personne plus faible mentalement. Une grève n'est en soi ni violente ni non violente, de même qu'une manifestation de rue peut revêtir des aspects plus ou moins pacifiques selon les manifestants, les provocateurs et les forces de l'ordre. Il n'empêche, de même que sur le plan individuel on cultive ou on combat certaines tendances ou habitudes, sur le plan de la lutte sociale on refusera ou on privilégiera telles ou telles formes de combat. Le goût et le caractère des individus, un choix rationnel, les circonstances, les traditions religieuses, nationales, l'éducation en seront les motivations.



Par ce texte nous ne croyons pas avoir répondu à toutes les questions soulevées par Nestor Roméro, parce que nous l'avons déjà fait dans des articles précédents, parce que ce numéro doit aussi y répondre, parce que certains points ne paraissent pas essentiels et risquent d'amener un dialogue de sourds, parce que, tout simplement, nous n'avons pas réponse à tout. Aussi nous souhaitons continuer le dialogue. Nos camarades nous rendront service en soulignant nos insuffisances ou nos erreurs.

A. et N.-V.

Tchécoslovaquie

L'invasion soviétique et la résistance dite passive des Tchécoslovaques ont ravivé les sentiments anticommunistes de ceux qui veulent oublier que les Tchécoslovaques sont aussi des communistes. Nous refusons de faire chorus avec les ennemis de tout socialisme, mais nous sommes intéressés par le problème de l'alliance du socialisme et de la liberté, les deux mots séparés n'ayant d'ailleurs aucun sens à nos yeux.

D'autre part, nous avons abordé dans le numéro 14 d'A. et N.-V. le problème de la défense collective non violente à partir de l'expérience norvégienne contre Quisling. Ces récents événements de Tchécoslovaquie démontrent la possibilité, l'efficacité de telles méthodes bien que nous pensions toujours utile et sain d'en signaler les points faibles.

Sur ces questions, résistance non violente, socialisme et liberté, éclairées par les événements de Prague, nous ouvrons un dossier et nous invitons nos lecteurs à y participer.

Voici le schéma de travail collectif que nous proposons :

- nous cherchons des informations, des témoignages, des récits pour dresser un catalogue des actions non violentes (ou de résistance passive) réalisées pendant cette période.
- nous cherchons des informations sur les conceptions et la pratique des Tchécoslovaques pour un passage d'un socialisme autoritaire à un socialisme plus libre.
- nous souhaitons vos réflexions personnelles sur ces problèmes.
- indiquez-nous vos sources d'informations et références bibliographiques.

**contre
les
pactes**

militaires

Des pacifistes belges, en coopération avec des pacifistes d'autres pays et généralement des forces de gauche, ont l'intention de tenir une manifestation de masse en novembre 1968 au quartier général de l'O.T.A.N. à Bruxelles contre l'O.T.A.N. en particulier et les pactes militaires en général et en faveur de la libération pour tous les peuples de la servitude militaire de l'impérialisme et de l'exploitation économique. La manifestation aura deux aspects :

1) une marche de protestation de caractère traditionnel pour laquelle des dizaines de milliers de participants sont attendus, particulièrement des jeunes ;

2) une action directe contre le siège de l'O.T.A.N. : par exemple une violation de son territoire impliquant la désobéissance civique. Les participants peuvent choisir de prendre part à l'une ou l'autre de ces actions. Toutes deux doivent avoir un caractère strictement non violent.

Le but de la manifestation sera d'attirer l'attention sur le gaspillage économique des alliances militaires, les restrictions de liberté qu'elles impliquent pour les citoyens des Etats membres, et leur menace envers les pays en voie de développement soit par intervention militaire directe ou en leur refusant les ressources essentielles pour leur vie et leur développement.

Il est fait appel à toutes les organisations et individus concernés pour considérer de quelle façon ils peuvent soutenir cet effort : en envoyant des membres de leurs groupes à Bruxelles pour participer à la manifestation, en organisant des manifestations parallèles ou des vigiles dans leur pays ou en faisant de la publicité. Le fait que les Etats membres de l'O.T.A.N. ont le droit jusqu'à juin 1969 d'annoncer leur retrait de l'Alliance en 1970 rend cette période opportune pour agir. Le détail des projets de Bruxelles peut être obtenu chez Jean van Lierde, 40, rue du Champs-de-Mars, Bruxelles 5, Belgique. On peut aussi se mettre en rapport en France avec Jacky Turquin, 85, route de Mézières, 08-Prix-les-Mézières.

et
l'impérialisme

CORRESPONDANTS LOCAUX

« Anarchisme et Non-Violence » n'est pas seulement une revue; les camarades qui l'animent s'emploient à entretenir entre eux et autour d'eux un dialogue permanent.

Dans ce but les correspondants locaux se tiennent à la disposition de ceux qui à travers la lecture de la revue s'intéressent à ce courant de pensée et désirent s'associer de plus près à nos études, à nos recherches et à nos tentatives d'action.

ARDENNES : Jacky Turquin, 85, route de Mezières,
08 - Prix-lès-Mézières.

BOUCHES-DU-RHONE : Denis Durand, 41, bd Boisson,
13 - Marseille-4^e.

EURE : Michel Bouquet, app. n° 2, Immeuble Normandie,
27 - Verneuil.

HAUTE-GARONNE : Daniel Besançon, Cité Bordelongue, Bât. 4,
31 - Toulouse.

PARIS : André Bernard, 52 bis, rue Victor-Hugo, 93 - Pantin.

VAR : Marcel Viaud, La Courtine, 83 - Ollioules.

BELGIQUE : Hem Day, B.P. 4, Bruxelles 29.

SUISSE : Marianne Enckell, 24, av. de Beaumont, 1012 Lausanne.

BOITE AUX LETTRES : Lucien GRELAUD
Immeuble Dauphiné, 10, bd Paul-Valéry
83 - LE LAVANDOU

Cahiers d'études trimestriels
Directeur de la publication : Anita Bernard

PRIX DU NUMERO : 2 F
ABONNEMENT CINQ NUMEROS : 10 F.

C.C.P. : Marcel Viaud, 2.298-84, Marseille.
La Courtine - 83-Ollioules.